



# United Nations Environment Programme

**EP**

UNEP(DEC)/MED IG.13/Inf.4  
18 octobre 2001

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS



---

## PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE

Douzième réunion ordinaire des Parties contractantes  
à la Convention de Barcelone pour la protection de la mer  
Méditerranée contre la pollution

Monaco, 14-17 novembre 2001

## NOTE DU SECRÉTARIAT SUR DES QUESTIONS FINANCIÈRES :

**Euro, arriérés et évolution du fonds d'affectation spéciale**

## **Note du Secrétariat sur des questions financières**

Lors de la réunion des Points focaux nationaux (Athènes 11-14 septembre 2001), le Secrétariat a été invité à apporter des informations complémentaires sur:

- le statut et l'utilisation des arriérés de contributions
- l'évolution du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée
- l'usage possible de l'euro.

Pour collecter les informations y afférentes, le Secrétariat a travaillé en relation avec l'Office des Nations Unies à Nairobi (UNON) et d'autres secrétariats de Conventions gérés par le PNUE.

### **1. Statut et utilisation des arriérés de contribution**

Le PNUE considère l'ensemble des contributions comme des engagements fermes et par conséquent comme des recettes à venir.

Une Convention comme CITES (Genève) procède de la même façon. CITES fait une évaluation des arriérés qui seront enregistrés à l'issue de l'exercice biennal en cours et les inscrit comme ressources pour les années à venir. Elle agit donc de manière analogue à la Convention de Barcelone. Dans le cas de l'exercice biennal 2002-2003 en cours de préparation, le Secrétariat de la Convention de Barcelone, avec l'accord du PNUE, a inscrit à titre d'arriérés une somme totale de 1 200 000 dollars E.U. moyenne calculée en fonction des données des exercices passés. Cependant, il est improbable que les arriérés de l'ex-Yougoslavie soient soldés au cours du prochain exercice financier 2002-2003; dans ce cas, les dépenses planifiées devant être engagées, l'ajustement sera réalisé par prélèvement sur les disponibilités du Fonds d'affectation. Si cette hypothèse se confirme, et bien que UNON n'ait pas pris position sur ce point, l'Unité de coordination est d'avis de considérer les arriérés de l'ex-Yougoslavie au titre de l'exercice biennal 2004-2005 comme légalement dus, bien qu'ils ne figureraient plus comme recette potentielle.

### **2. Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF)**

Le Fonds a été reconstitué progressivement après la crise des années 1991-1994 grâce au versement des arriérés de contributions.

A la fin de l'exercice 1998-1999, le solde était de 5.525.663 dollars E.U., dont 1.4 million de réserve, en baisse de 1.195.371 dollars par rapport au niveau du Fonds tel qu'il avait été observé à la fin de l'exercice 1996-1997.

Il y a donc eu une accélération des engagements de dépenses en 1998-1999 que reflète le document d'information sur la situation des comptes 1998-1999.

On notera également que les intérêts viennent régulièrement accroître le niveau du Fonds depuis 1994, et ce jusqu'en 1999, et qu'il est donc judicieux de prévoir un revenu des intérêts au cours du prochain exercice biennal, ce que fait également CITES.

### **3. Utilisation de l'euro**

#### **Contexte historique**

En janvier 2002 pour les Parties contractantes des pays européens, l'euro deviendra la monnaie officielle en circulation. Étant donné que 90.6% des contributions du MTF proviennent de pays européens, une utilisation plus étendue de l'euro pour le versement des

contributions et l'établissement du budget fait, depuis le début 2001, l'objet d'un débat périodique.

Lors de la réunion des Points focaux du PAM, les discussions ont abouti à l'élaboration d'un budget en euros - au taux en vigueur au moment de la préparation dudit budget - soit présenté à la réunion des Parties contractantes (Monaco 14-17 novembre 2001).

### **Contexte juridique**

L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé le fait que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) assume la gestion administrative et financière de la Convention de Barcelone, ainsi qu'il est spécifié dans «Textes législatifs et financiers révisés concernant le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds pour l'environnement – 1998», chapitre II, section 1 & 2 (copie version anglaise ci-jointe). À cette fin, il a été créé un Fonds d'affectation général afin de recevoir et administrer les contributions volontaires\*/de contrepartie\*\* des Parties contractantes/donateurs conformément aux «Règles et Règlements financiers des Nations Unies » (série 100) , règles 106.3 et 106.4 (copie version anglaise ci-jointe). À l'article XI, «Comptes», le règlement 11.2 recommande que «les comptes soient présentés en dollars des États-Unis. Les registres comptables peuvent toutefois être tenus dans la ou les monnaies que le Secrétaire général jugera éventuellement nécessaires». En outre, la règle 111.5 concernant la monnaie de compte stipule que «les comptes des Nations Unies sont tenus en dollars des États-Unis, étant entendu toutefois qu'aux bureaux hors Siège les comptes peuvent également être tenus dans la monnaie du pays dans lequel ces bureaux se trouvent.....»

Les Points focaux du PAM ont demandé au Secrétariat de soumettre à l'Office des Nations Unies à Nairobi (UNON) la question de l'euro, pour examen.

Dans ses premières observations, l'UNON déclare «que les contributions peuvent être versées en euros. Cependant, elles sont converties en dollars E.U. par la banque destinataire qui gère le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée. Il en sera ainsi aussi longtemps que l'euro sera une monnaie convertible; le budget peut être établi en euros à la condition qu'il soit également présenté en dollars E.U.; la monnaie officiellement en usage aux Nations Unies demeure le dollar E.U. et, par conséquent, toutes les transactions officielles des Nations Unies doivent continuer à être consignées en dollars E.U. De même, tous les états financiers officiels doivent être établis et présentés en dollars E.U.; l'utilisation de l'euro ne concernera que les comptes, et les contributions continueront à être versés au compte de la banque de New York et convertis en dollars E.U. jusqu'à ce que les Nations Unies en décident autrement. Le fait que la région méditerranéenne soit en passe d'être largement euro justifie qu'il soit sérieusement envisagé d'adopter l'euro comme monnaie du Fonds d'affectation. Si telle est la décision des Parties, la demande devra être soumise au Contrôleur, avec tous les arguments invoqués à l'appui, pour examen et approbation».

En ce qui concerne l'utilisation de l'euro dans le fonctionnement opérationnel du PAM, les Règles et règlements financiers des Nations Unies - règle 111.5 susmentionnée - autorisent explicitement les bureaux hors Siège à tenir leurs comptes dans la monnaie locale du pays. En janvier 2002 prochain, les structures du PAM situées dans les pays européens - Unité MED, CAR/PB, CAR/TDE, CAR/PP - effectueront leurs opérations dans les deux monnaies - dollars E.U. et euros - pour ce qui est des coûts des activités et des coûts de fonctionnement, puisque les monnaies locales seront remplacées par l'euro. Le taux de change applicable sera le taux mensuel officiel des Nations Unies.

L'exemple de CITES (Genève) ayant été cité, le Secrétariat a fait observer qu'il s'agissait là d'un cas spécifique. CITES a utilisé le franc suisse comme monnaie de fonctionnement depuis sa création. Les moyens financiers de CITES ont sérieusement été affectés ces

dernières années par la baisse relative du franc suisse par rapport au dollar E.U. dans la mesure où les salaires du personnel sont évalués et payés dans cette dernière monnaie. Sur la base de cette expérience, il ressort que la question principale que poserait un fonctionnement en euros est lié au fait que le personnel du Secrétariat (Unité MED) et du REMPEC continuerait d'être rémunéré en dollars, en tant que personnel ayant le statut Nations Unies. Par conséquent, il y aurait lieu – le cas échéant – de prévoir un mécanisme d'ajustement des contributions de façon à couvrir les dépenses réelles de salaires au moyen de recettes prévisibles et assurées dans leur niveau.

De même, les indemnités journalières de subsistance (DSA) sont également calculées en dollars en fonction du coût de la vie des pays considérés.

Par conséquent, l'introduction de l'euro dans le système financier du PAM devrait également être accompagnée de mécanismes permettant d'ajuster de façon flexible le niveau des contributions pour tenir compte des fluctuations de change, ce qui peut paraître relativement problématique.

Le Secrétariat continuera à travailler sur cette question en liaison avec l'UNON et le Bureau des Parties contractantes, en étudiant de façon plus approfondie les questions que poserait l'utilisation de l'euro et les méthodes permettant de les résoudre ainsi que l'incidence globale sur le fonctionnement financier du PAM.\*

---

\* Contributions ordinaires pour les Parties contractantes

\*\* Contributions volontaires pour les Parties contractantes

REVISED LEGISLATIVE  
AND FINANCIAL TEXTS REGARDING  
THE UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME  
AND THE ENVIRONMENT FUND  
1998



UNEP

- (b) Thirteen seats for Asian States;
- (c) Six seats for Eastern European States;
- (d) Ten seats for Latin American States;
- (e) Thirteen seats for Western European and other States;

2. *Decides* that the Governing Council shall have the following main functions and responsibilities:

- (a) To promote international cooperation in the field of the environment and to recommend, as appropriate, policies to this end;
- (b) To provide general policy guidance for the direction and coordination of environmental programmes within the United Nations system;
- (c) To receive and review the periodic reports of the Executive Director of the United Nations Environment Programme, referred to in section II, paragraph 2, below, on the implementation of environmental programmes within the United Nations system;
- (d) To keep under review the world environmental situation in order to ensure that emerging environmental problems of wide international significance receive appropriate and adequate consideration by Governments;
- (e) To promote the contribution of the relevant international scientific and other professional communities to the acquisition, assessment and exchange of environmental knowledge and information and, as appropriate, to the technical aspects of the formulation and implementation of environmental programmes within the United Nations system;

- (f) To maintain under continuing review the impact of national and international environmental policies and measures on developing countries, as well as the problem of additional costs that may be incurred by developing countries in the implementation of environmental programmes and projects, and to ensure that such programmes and projects shall be compatible with the development plans and priorities of those countries;

- (g) To review and approve annually the programme of utilization of resources of the Environment Fund referred to in section III below;

3. *Decides* that the Governing Council shall report annually to the General Assembly through the Economic and Social Council, which will transmit to the Assembly such comments on the report as it may deem necessary, particularly with regard to questions of coordination and to the relationship of environmental policies and programmes within the United Nations system to overall economic and social policies and priorities;

## II

### ENVIRONMENT SECRETARIAT

1. *Decides* that a small secretariat shall be established in the United Nations to serve as a focal point for environmental action and coordination within the United Nations system in such a way as to ensure a high degree of effective management;

2. *Decides* that the environment secretariat shall be headed by the Executive Director of the United Nations Environment Programme, who shall be elected by the General Assembly on the nomination of the Secretary-General for a term of four years and who shall be entrusted, *inter alia*, with the following responsibilities:

**FINANCIAL REGULATIONS AND RULES  
OF THE UNITED NATIONS**

(SERIES 100)

**SECRETARY-GENERAL'S BULLETIN**



**UNITED NATIONS**

New York, 1985

*be reimbursed to the Fund as soon as and to the extent that income is available for that purpose.*

*Regulation 6.4: Except when such advances are recoverable from some other source, advances made from the Working Capital Fund for unforeseen and extraordinary expenses or other authorized purposes shall be reimbursed through the submission of supplementary programme budget proposals.*

### **Advances from the Working Capital Fund**

#### *Rule 106.2*

(a) Advances from the Working Capital Fund may be made only for the purposes and within the terms and conditions prescribed by the General Assembly, and only on the basis of a written authorization signed by the Controller.

(b) All advances necessary to finance budgetary appropriations pending the receipt of contributions or to finance obligations under resolutions relating to unforeseen and extraordinary expenses duly approved in accordance with the provisions of rule 103.9 shall be reimbursed to the Working Capital Fund as soon as the cash balance in the General Fund is sufficient for the purpose.

*Regulation 6.5: Income derived from investments of the Working Capital Fund shall be credited to miscellaneous income.*

*Regulation 6.6: Trust funds, reserve and special accounts may be established by the Secretary-General and shall be reported to the Advisory Committee.*

*Regulation 6.7: The purpose and limits of each trust fund, reserve and special account shall be clearly defined by the appropriate authority. Unless otherwise provided by the General Assembly, such funds and accounts shall be administered in accordance with the present Regulations.*

### **Establishment of trust funds, reserve and special accounts**

#### *Rule 106.3*

Trust funds, reserve and special accounts may be established outside the programme budget appropriations in respect of specific activities entrusted to the Organization.

#### *Rule 106.4*

The purpose and limits of each trust fund, reserve or special account established shall be as defined by the appropriate authority. Such funds and accounts shall be administered in accordance with these Financial Rules unless otherwise provided by the General Assembly. (*See also rules 107.5, 107.6 and 107.7 with respect to acceptance of voluntary contributions, gifts or donations.*)

## Trust Fund for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution

### STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE AND CHANGES IN RESERVE AND FUND BALANCE FOR THE YEARS 1994 - 1999 AND CUMMULATIVE TOTALS

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Total
<b>INCOME</b>							
Voluntary contributions*	4,042,501	4,042,501	4,406,325	4,580,858	4,623,146	4,744,793	26,440,124
Counterpart Contributions**	1,150,592	571,461	562,969	1,199,663	13,807	2,776	3,501,268
Bank Interest	159,088	182,857	334,395	351,417	335,929	422,045	1,785,731
<b>TOTAL INCOME</b>	<b>5,352,181</b>	<b>4,796,819</b>	<b>5,303,689</b>	<b>6,131,938</b>	<b>4,972,882</b>	<b>5,169,614</b>	<b>31,727,123</b>
<b>EXPENDITURE</b>							
Direct Expenditures	2,600,051	5,142,364	4,628,791	5,309,148	4,092,395	5,364,049	27,136,798
Programme support costs	338,007	667,901	601,456	690,315	532,006	697,323	3,527,008
<b>TOTAL EXPENDITURE</b>	<b>2,938,058</b>	<b>5,810,265</b>	<b>5,230,247</b>	<b>5,999,463</b>	<b>4,624,401</b>	<b>6,061,372</b>	<b>30,663,806</b>
Prior period adjustment	-	-	-	-	-	(652,094)	(652,094)
<b>EXCESS OF INCOME OVER EXPENDITURE</b>	<b>2,414,123</b>	<b>(1,013,446)</b>	<b>73,442</b>	<b>132,475</b>	<b>348,481</b>	<b>(1,543,852)</b>	<b>411,223</b>
<b>FUND BALANCE AT THE BEGINNING OF THE PERIOD</b>	<b>5,114,440</b>	<b>7,528,563</b>	<b>6,515,117</b>	<b>6,588,559</b>	<b>6,721,034</b>	<b>7,069,515</b>	
<b>FUND BALANCE AT THE END OF THE PERIOD</b>	<b>7,528,563</b>	<b>6,515,117</b>	<b>6,588,559</b>	<b>6,721,034</b>	<b>7,069,515</b>	<b>5,525,663</b>	

\* Ordinary Contributions to the Mediterranean Trust Fund (MTF) pledged by the Contracting Parties;

\*\* Voluntary Contributions to the MTF.

**Status of Contributions as at 31 December for the years 1994 to 1999**

[ME] TRUST FUND FOR THE PROTECTION OF THE MEDITERRANEAN SEA AGAINST POLLUTION

Countries/Organizations	1994		1995		1996		1997		1998		1999	
	Pledges for 1994	Collections in 1994 for 1994 and Prior Years	Pledges for 1995	Collections in 1995 for 1995 and Prior Years	Pledges for 1996	Collections in 1996 for 1996 and Prior Years	Pledges for 1997	Collections in 1997 for 1997 and Prior Years	Pledges for 1998	Collections in 1998 for 1998 and Prior Years	Pledges for 1999	Collections in 1999 for 1999 and Prior Years
Albania	2,830	-	2,830	2,830	3,084	5,525	3,300	6,384	3,256	-	3,321	201
Algeria	42,446	34,593	42,446	42,446	46,266	37,010	49,505	88,400	48,844	-	49,821	-
Bosnia Herzegovina	12,128	-	12,128	-	13,219	-	14,145	-	13,956	-	14,235	-
Croatia	39,212	39,212	39,212	-	42,741	-	45,733	-	45,122	-	46,024	-
Cyprus	5,660	5,660	5,660	5,660	6,169	6,169	6,601	6,601	6,513	6,513	6,643	6,643
Egypt	19,808	-	19,808	39,616	21,591	21,591	23,103	22,347	22,794	-	23,250	23,250
France	1,534,937	1,534,937	1,534,937	1,534,937	1,673,082	1,673,082	1,731,639	1,731,639	1,766,272	1,766,272	1,801,597	1,801,597
Greece	113,594	250,000	113,594	-	123,818	456,000	132,485	-	130,714	-	133,328	-
Israel	59,425	59,425	59,425	59,425	64,773	64,773	69,307	69,307	68,381	68,381	69,748	69,748
Italy	1,268,132	-	1,268,132	4,828,065	1,382,264	1,379,168	1,430,643	1,289,615	1,430,643	1,300,378	1,488,441	1,762,902
Lebanon	2,830	5,525	2,830	-	3,084	5,914	3,300	-	3,256	-	3,321	-
Libyan Arab Jamahiriya	79,637	-	79,637	-	86,805	-	92,881	590,810	91,640	93,972	93,473	-
Malta	2,830	5,660	2,830	2,830	3,084	508	3,300	3,300	3,256	3,002	3,321	3,321
Monaco	2,830	2,830	2,830	-	3,084	5,914	3,300	3,276	3,256	3,268	3,321	3,313
Morocco	11,319	11,319	11,319	-	12,338	23,707	13,202	13,132	13,025	13,045	13,286	13,286
Slovenia	27,085	-	27,085	54,170	29,522	29,522	31,589	-	31,167	-	31,790	94,546
Spain	605,971	1,183,086	605,971	605,971	660,508	660,508	683,626	683,626	697,299	697,299	711,244	711,244
Syrian Arab Republic	11,319	10,780	11,319	-	12,338	22,638	13,202	14,360	13,025	-	13,286	-
Tunisia	8,489	8,427	8,489	8,489	9,253	9,315	9,901	9,901	9,769	9,769	9,964	9,964
Turkey	90,956	90,956	90,956	90,956	99,143	99,143	106,082	106,082	104,664	104,664	106,758	106,758
Yugoslavia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
E.E.C.	101,063	197,313	101,063	101,063	110,159	110,159	114,014	114,014	116,294	116,294	118,621	118,621
<b>Total</b>	<b>4,042,501</b>	<b>3,439,723</b>	<b>4,042,501</b>	<b>7,376,458</b>	<b>4,406,325</b>	<b>4,610,646</b>	<b>4,580,858</b>	<b>4,752,794</b>	<b>4,623,146</b>	<b>4,182,857</b>	<b>4,744,793</b>	<b>4,725,394</b>

**REGIONAL TRUST FUND FOR THE PROTECTION OF THE  
MEDITERRANEAN SEA AGAINST POLLUTION**  
Status of contributions as at 30 September 2001  
(Expressed in US Dollars)

COUNTRIES	Unpaid pledges as at 31 Dec 2000	Adjustments	Pledges for 2001	Collections during 2001 for 2001 and fut. yrs	Collections during 2001 for prior yrs	Unpaid pledges for prior yrs.	Unpaid pledges for 2001 & prior yrs
Albania	(1,366)	0	3,455	0	0	(1,366)	2,089
Algeria	164,043	0	51,834	0	164,043	0	51,834
Bosnia & Herzegovina	39,145	0	14,810	0	0	39,145	53,955
Croatia	0	0	47,883	0	0	0	47,883
Cyprus	0	0	6,911	6,911	0	0	0
European Commission	0	0	123,413	0	0	0	123,413
Egypt	23,550	0	24,189	24,024	23,550	0	165
France	0	0	1,874,382	1,874,382	0	0	0
Greece	0	0	138,714	0	0	0	138,714
Israel	0	0	72,566	72,566	0	0	0
Italy	24,758	0	1,548,574	0	0	24,758	1,573,332
Lebanon	40	0	3,455	3,430	40	(0)	0
Libyan Arab Jamahiriya	487,321	0	97,249	** 97,249	487,321	0	0
Malta	0	0	3,455	3,430	0	0	25
Monaco	0	0	3,455	3,440	0	0	15
Morocco	13,552	0	13,823	0	0	13,552	27,375
Slovenia	0	0	33,074	33,074	0	0	0
Spain	0	0	739,978	739,978	0	0	0
Syrian Arab Rep.	22,321	0	13,823	0	14,360	7,961	21,784
Tunisia	0	0	10,367	20,530	0	0	(10,163)
Turkey	0	0	111,071	111,071	0	0	0
Yugoslavia	469,976	0	0	0	0	469,976	469,976
<b>Total</b>	<b>1,243,340</b>	<b>0</b>	<b>4,936,481</b>	<b>2,990,085</b>	<b>689,314</b>	<b>554,026</b>	<b>2,500,422</b>

<b>Additional Contributions</b>							
European Commission	0	0	546,634	0	0	0	546,634
Host Country *	0	0	411,627	1/ 411,627	0	0	0
Monaco	0	0	143,679	2/ 143,679	0	0	0
UNEP Env. Fund	0	0	50,000	0	0	0	50,000
<b>Total</b>	<b>1,243,340</b>	<b>0</b>	<b>6,088,421</b>	<b>3,545,391</b>	<b>689,314</b>	<b>554,026</b>	<b>3,097,056</b>

**N.B. Amounts in brackets mean credit to the Government**

1/ Drachmae 158,635,941 deposited in April 2001.

2/ Hosting of MOP in Monte Carlo

\*\* The actual amount received is 92,249 the balance of 5,000 is loss on the exchange loss and has been accepted by the MED Secretariat